Patrick Martin sur BFM TV : « La vraie réponse c’est de baisser les dépenses »

Publié le 22 janvier 2025

Invité de « Tout le monde veut savoir » sur BFM TV, le 21 janvier, Patrick Martin a été interrogé sur les conséquences économiques de l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche. Il a également commenté la déclaration de la ministre du Travail qui veut mettre à contribution les retraités pour épargner les entreprises et a évoqué le conclave sur la réforme des retraites et le projet de budget.

Sur la mise à contribution des retraités

« Il ne faut jamais perdre de vue que la meilleure réponse c'est de baisser les dépenses publiques. Et je ne lâcherai rien sur ce sujet. Ensuite, si tout le monde doit contribuer à l'effort de guerre, en quelque sorte, pourquoi pas ? Effectivement, il y a une espèce de déni dans le débat public, et je pense dans l'esprit de beaucoup de retraités qui, de bonne foi, disent « Moi, j'ai cotisé, donc j'ai droit à ma retraite » en oubliant que c'est un système par répartition. Ce sont les actifs et les entreprises qui payent pour les retraites. Donc à un moment donné, on sciera la branche sur laquelle on est assis, si on surcharge les salariés et les entreprises, qui à un moment donné ne pourront plus payer. (…) Il faut avoir les chiffres en tête. A minima, l'effort qui va être demandé aux entreprises au titre des budgets 2025, c'est 12 à 13 milliards d'euros. En regard, le taux abattu de CSG pour les retraités, c'est 11,5 milliards d'euros de moins par an pour le budget de l’Etat. Quant à l’abattement pour frais professionnels, c’est une niche de 4,5 milliards. Alors je ne suis pas en train de dire qu'il faut que les retraités payent tout, évidemment non, mais il peut y avoir une répartition de l'effort. Mais j'insiste, la vraie réponse c’est de baisser les dépenses. »

Sur le financement de la protection sociale

« Le problème de fond de l'économie française et de la protection sociale en France, c'est qu'on ne travaille pas assez, et que le financement de cette protection sociale est excessivement à la charge des entreprises, donc des salariés. Donc moi je pense que, plutôt que d'imaginer des rustines, parce que ce sont des rustines, il faut fondamentalement poser la question du niveau et du financement de la protection sociale. »

Sur la réforme des retraites et le conclave des partenaires sociaux

« Il est académiquement démontré que l'âge légal de départ en retraite est l'élément le plus efficace en termes de rendement. Maintenant, si on nous propose des solutions alternatives qui, j'insiste lourdement, ne renchérissent pas le coût du travail, si on nous trouve une solution miracle, pourquoi pas. (…) Moi, je crois dur comme fer à l'autonomie des partenaires sociaux, à leur sens des responsabilités. La manière dont on gère les retraites complémentaires est exemplaire et devrait d'ailleurs inspirer un certain nombre de gestionnaires publics. Il faut maintenir ce paritarisme et cette confiance dans le paritarisme dans leur pureté cristalline. Sans interférences. (…) Quand on est sous les projecteurs, quand on a des gens qui nous surveillent, qui nous cornaquent, qui nous drivent, eh bien, on s'installe dans des postures. »

Sur l’arrivée de Donald Trump à la Maison blanche

« Bien sûr qu'on a raison de craindre cette arrivée. Mais je pense qu'il faut positiver les choses. Cela nous donne un « grand coup de pied dans le derrière ». C’est l'occasion ou jamais d'accélérer, de sortir de cette espèce de naïveté, de cet angélisme qui fait que depuis trop longtemps, l'Europe et la France sont dans la rêverie. Les Américains vont

nous soumettre à un régime très dur. Je pense qu'on a les moyens de tenir tête. Il faut appliquer sans aucun état d'âme les préconisations des rapports Letta et Draghi. On a des marges de progression considérables. On en a encore les moyens. Il y a un point qu'on ne souligne pas assez ; les États-Unis, les ménages, les entreprises, l'État lui-même sont hyper endettés. L'Europe a une épargne nette colossale. »

Sur le projet de budget et les menaces de censure

« *La stabilité politique a une valeur considérable. (…) Le monde est ouvert. L'Allemagne va accélérer. L'Espagne se porte bien. Le Portugal se porte bien. L'Italie se porte d'une certaine manière assez bien. C'est dans l'Union européenne, ce qui veut dire qu'il n'y a pas de fatalité européenne. Donc, à un moment donné, je souhaite que tous nos politiques prennent conscience de ce qui se passe autour de nous et considèrent qu'on ne peut pas se mettre à l'arrêt pendant 2 ans et demi, c'est-à-dire jusqu'à la prochaine élection européenne, parce qu'on aura relativement, en valeur absolue, accru notre retard. (…) Mais l'actuel projet de budget n'est pas un bon budget.* »

>> Revoir l'émission sur le site de BFM